

Numéro 83

Rapport du mois d'Août 2020

des mouvements sociaux, suicides, violences et migrations

397 protestations collectives, 17 cas de suicide et de tentative de suicide et 2235 migrants(tes)



The August Issue **NOW** available in **English** inside

Introduction

Le pays était censé s'orienter vers le rétablissement de la situation économique après la première vague du virus COVID 19, au cours de laquelle la vie économique a été suspendue pendant six semaines et dont le résultat a été une baisse du Produit Intérieur Brut de 21,6% et une augmentation du taux de chômage de 3% pour atteindre 18%. Par la suite la deuxième étape aurait été l'élaboration d'un plan stratégique pour faire face à une deuxième vague attendue de cette pandémie afin de protéger la santé publique et d'empêcher un nouvel effondrement économique.

Le pays s'est à nouveau arrêté sur le seuil d'un débat politique, renversant le gouvernement et installant un nouveau gouvernement au milieu d'un climat politique général tendu et multipliant les complexités de la crise économique et sociale que traverse le pays.

Une fois de plus, les efforts se sont donc à nouveau orientés vers le débat politique au lieu de mettre en place des alternatives afin de protéger les classes vulnérables et appauvries, de garantir le retour de la production et de la vie économique et de protéger les emplois dans les entreprises.

Une fois de plus, les groupes vulnérables et appauvris et tous ceux qui rêvent de justice sociale sont contraints d'attendre un moment où la volonté de mettre fin à la corruption et de réaliser les réformes nécessaires pourra se concrétiser dans le respect des droits énoncés dans la Constitution de 2014, en particulier les droits économiques et sociaux.

Le 64e anniversaire de la journée de la femme (correspondant au 13 août de chaque année) a confirmé que tout le monde est convaincu que le véritable défi aujourd'hui est que les gens jouissent d'abord de leurs droits économiques et sociaux et peut-être selon ce point de vue que le président de la République a rendu visite aux ouvrières du secteur agricole à Jendouba le 13 août.

Cependant, cette visite n'a rien changé à la vie de l'ouvrière du secteur agricole car elle n'était qu'une étape protocolaire et n'était accompagnée d'aucune réalisation législative. La travailleuse du secteur agricole est toujours là dans les vallées de Jendouba ainsi que dans les régions de Kairouan, Sidi Bouzid, Mahdia et d'autres zones de production agricole des diverses régions du pays démunie de la couverture sociale, reçoit un salaire inférieur au niveau de ses efforts et se déplace vers son travail de manière précaire.

La visite du président aux ouvrières de Jendouba n'a donc pas mis fin à leurs souffrances quotidiennes, si bien que cette violence économique s'est poursuivie à leur rencontre face à une incapacité officielle à organiser leur travail et à le rendre plus respectueux de leur dignité et de leur citoyenneté. Les travailleuses du secteur agricole restent la main-d'œuvre la plus vulnérable en termes de formules d'emploi et de conditions de travail.

Cette tension politique que le pays a connue tout au long du mois d'août qui a accompagné le climat de consultations pour former le nouveau gouvernement et l'ambiance générale pour célébrer la Journée de la femme, a accru le degré d'incertitude des citoyens à trois niveaux de la santé, de l'économique et du social.

Concernant la santé et durant le mois d'août, de nouveaux épisodes d'infection locale de COVID 19 ont commencé à être enregistrés dans un certain nombre de régions et avec l'augmentation de ces cas, le débat a prévalu sur l'hypothèse d'un report de la rentrée scolaire et par conséquent le brouillage de la scène pour les élèves et leurs parents quant à la date de retour.

Sur le plan économique et social et compte tenu de l'absence de stratégie claire pour restaurer la situation économique après la première vague de COVID 19, qui s'est traduite par 21,6% du Produit Intérieur Brut, le volume des craintes et la recherche de solutions alternatives individuelles se sont accrues dont une des plus marquantes qui est la poursuite des flots de migration non réglementaire malgré la mobilisation tuniso-italienne tout au long du mois d'août pour limiter ces infiltrations vers les côtes italiennes. Malgré la baisse du nombre d'arrivées en Italie par rapport au mois de Juillet, l'arrivée de plus de deux mille migrants en Italie en partance de la Tunisie reste un chiffre important et frappant.

La dégradation de la situation économique et sociale peut également contribuer à une vague supplémentaire de décrochage scolaire, comme l'étaye le témoignage d'un jeune de 19 ans dans une radio privée fin août, considéré comme un excellent élève avec une moyenne de plus de 15 sur 20 qui a été contraint d'abandonner les études et de ne pas passer l'examen de baccalauréat en raison de l'incapacité de sa famille à subvenir aux frais de sa scolarité. C'est peut-être l'arbre qui cache la forêt puisque c'est l'enfant qui paie souvent le prix de la situation économique et sociale de sa famille et peut être contraint d'abandonner tôt ses études et d'entrer tôt dans le cycle économique.

La cartographie des mouvements de protestations

Le nombre de manifestations relevées tout au long du mois d'août 2020 a atteint 397 manifestations (une moyenne quotidienne de 12 manifestations) soit une diminution d'environ 50% par rapport au mois de Juillet.

Plusieurs explications logiques peuvent être trouvées à la baisse de ces manifestations puisque le mois d'août a représenté une quasi-trêve en attendant le retour politique et scolaire car il coïncidait avec les vacances parlementaires c'est-à-dire la diminution de l'intensité du débat politique, il a été également le mois qui a suivi l'Aïd al-Adha, une période de vacances pour beaucoup ainsi qu'un mois qui a connu des vagues successives de fortes chaleurs.

La soif a été le principal moteur des protestations tout au long de ce mois d'août dans diverses régions du pays, en particulier pendant la période de l'Aïd Al-Adha. Les fermetures de routes ont également été la forme de protestation la plus répandue.

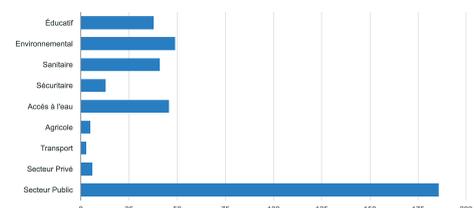
397 mouvements			
L'Ariana	1	Ben Arous	0
Bizerte	5	Tunis	35
Zaghouan	2	La Manouba	8
Nabeul	5	Béja	4
Jendouba	5	Siliana	2
Le Kef	34	Sousse	5
Sfax	40	Monastir	0
Mahdia	0	Sidi Bouzid	3
Kasserine	32	Kairouan	68
Tataouine	18	Gabès	12
Medenine	2	Tozeur	5
Kebili	4	Gafsa	107



La carte de la manifestation contre la soif était la suivante :

- Les habitants du quartier El-Nasr à Mornaguia ont bloqué l'autoroute Béja Tunis, la route nationale numéro 5 et la route régionale numéro 527 reliant Jdaïda et Sidi Ali El-Hattab et la régionale numéro 576, reliant El Mornaguia et Sidi Hassine pour revendiquer l'amélioration de la qualité de l'eau potable ;
- la région Sud de Bizerte, des habitants ont protesté en raison de la coupure continue de l'eau potable durant deux mois;

Secteur	Pourcentage
Éducatif	10 %
Environnemental	13 %
Sanitaire	11 %
Sécuritaire	4 %
Accès à l'eau	12 %
Agricole	2 %
Transport	1 %
Secteur Privé	2 %
Secteur Public	49 %



- Les habitants de Ouadi Ghazala à Fernana du gouvernorat de Jendouba ont bloqué la route nationale 17 reliant Jendouba et Tabarka pour demander l'approvisionnement en eau potable;
- Fernana, gouvernorat de Jendouba: Une manifestation en raison de la coupure d'eau potable s'est soldée par des arrestations et une manifestation supplémentaire qui s'est dirigée vers le point de pompage du barrage de Berbera en guise de protestation;
- Les habitants des villages d'El-Shebla, El-Farayjya et Sayed El-Rymani à El-Oueslatia du gouvernorat de Kairouan ont protesté contre la soif;
- à Jomna, dans le sud de Kebili, des manifestants ont bloqué la route nationale numéro 16 reliant Douz et Kebili avec des pneus brûlés au niveau de Oued El-Melah, pour demander le forage de deux puits programmé il y a 3 ans relatifs à l'oasis d'El-Atilel et qui comprend 350 agriculteurs;
- Nefza, dans le gouvernorat de Beja, un mouvement de protestation contre la soif a été relevé ;
- les habitants de Haj Ammar à Hafouz le gouvernorat de Kairouan ont bloqué la route nationale numéro 12 reliant El Kef et Kairouan afin de revendiquer l'eau potable ;
- Les habitants de Kasr Aouled Boubacar et Habhab à Bir Lahmer de Tataouine ont bloqué la route régionale numéro 19 reliant Médenine et Tataouine refusant de continuer à avoir soif pendant plus d'un mois en raison de l'interruption de l'eau potable;
- Plusieurs manifestations contre la soif à TébourSouk dans le gouvernorat de Beja;
- plusieurs mouvements de protestations contre la soif ont eu lieu dans le gouvernorat de la Manouba ;
- Plusieurs mouvements dans la région de Ouadrans, délégation de Bir Ali ben Khalifa de Sfax en eu lieu ;
- Plusieurs autres ont eu lieu dans les villages de Zafarana, Al-Qouassim, Ramadhania, El-Brahmia et El-Qouirat dans le sud de Kairouan, exigeant l'approvisionnement en eau potable;
- Les habitants de la région d'Aouled Hlel, d'El-Chrichia de la délégation de Hafouz dans le gouvernorat de Kairouan ont bloqué la route nationale numéro 12 reliant Hafouz et Kairouan en refus de la soif continue depuis deux mois;
- Les habitants de la région de Maali à Jendouba (qui comprend plus de 5000 habitants) ont coupé la route entre Jendouba et la zone El-Aitha et Sidi El-Hmissi en demande de l'eau potable;
- Les quartiers de Mnejla et Marssil, Oueslatia à Kairouan ont bloqué la route nationale 46 reliant Hafouz et Oueslatia, en raison de l'arrestation du trésorier du groupement de l'eau, Mourad Fettiti ;
- Une manifestation dans le quartier El-Hlelfa d'El Hancha de Sfax en raison de la soif a été relevée;
- Une manifestation dans le quartier El-Kordia de Hafouz (Kairouan) refusant la soif a été enregistré

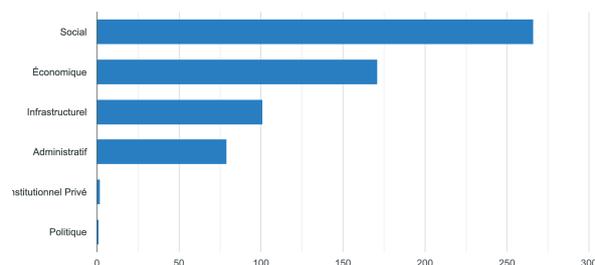
- Une manifestation dans les quartiers d'Aouled Nasr et des Moujehidines à Chebika avec blocage de la route nationale numéro 3 reliant Hajeb El-Ayoun et Kairouan au niveau de la région d'El-Kriin a eu lieu;
- une manifestation des agriculteurs de la région d'El-Abebsa dans la délégation d'El Friouet d'Ain Boumerra à El-Sbikha a été relevée et
- Une manifestation du des habitants d'El-Kouadria à Chbika pour rejeter la soif a eu lieu.

Le gouvernorat de Kairouan est à l'avant des régions les plus assoiffées et la soif est presque autant répartie entre ses différentes régions et villages. Les régions du Nord-Ouest du pays viennent en deuxième position en termes de protestations contre la soif même si ces zones détiennent environ 70% de la richesse en eau de surface.

Chômeurs	45 %
Diplômés Chômeurs	20 %
Travailleurs	17 %
Habitants	16 %
Citoyens	13 %
Ouvriers de chantier	9 %
Jeunes	5 %
Agriculteurs	2%

Le mouvement d'El Mornaguia pour améliorer la qualité de l'eau potable a également connu de nombreux développements conduisant à des poursuites judiciaires de certains manifestants. Outre la soif, la décharge de déchets solides d'Agureb a représenté la deuxième plus importante cause des manifestations observées tout au long du mois d'Août. Les habitants de la région, soutenus par des militants des droits de l'Homme, ont organisé un sit-in, refusant la décision de la décharge d'El-Guenna et ont demandé l'activation du chapitre 45 de la Constitution.

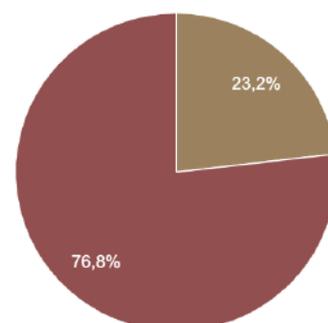
Typologie	Pourcentage
Social	43 %
Économique	28 %
Infrastructuel	17 %
Administratif	13 %
Institutionnel Privé	1 %
Politique	1 %



La revendication d'emploi n'a pas été absente des manifestations du mois d'Août dans le bassin minier et à Tozeur et ce, malgré la situation économique difficile que traverse le pays.

Ce qui est frappant dans les manifestations durant le mois d'Août, c'est que 76,8% des manifestations étaient anarchiques, c'est-à-dire en dehors de toute forme d'encadrement et pourraient donc basculer dans la violence.

● Non Anarchiques ● Anarchiques



Les revendications à connotation économique et sociale ont représenté 71% du total des mouvements de protestation relevés.

214 mouvements instantanés			
L'Ariana	1	Ben Arous	0
Bizerte	5	Tunis	2
Zaghuan	2	La Manouba	5
Nabeul	5	Béja	4
Jendouba	5	Siliana	2
Le Kef	3	Sousse	5
Sfax	10	Monastir	0
Mahdia	0	Sidi Bouzid	3
Kasserine	32	Kairouan	68
Tataouine	2	Gabès	10
Medenine	2	Tozeur	3
Kebili	4	Gafsa	41



183 mouvements planifiés			
L'Ariana	0	Ben Arous	0
Bizerte	0	Tunis	33
Zaghuan	0	La Manouba	3
Nabeul	0	Béja	0
Jendouba	0	Siliana	0
Le Kef	31	Sousse	0
Sfax	30	Monastir	0
Mahdia	0	Sidi Bouzid	0
Kasserine	0	Kairouan	0
Tataouine	16	Gabès	2
Medenine	0	Tozeur	2
Kebili	0	Gafsa	66



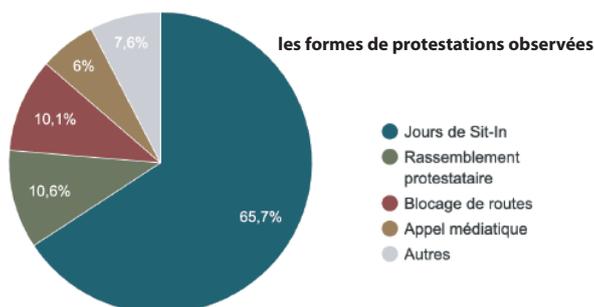
Le gouvernorat de Gafsa arrive en premier en termes de nombre de manifestations relevées tout au long du mois d'Août avec 107 mouvements de protestation dont 95 anarchiques, suivi du gouvernorat de Kairouan avec 68 mouvements de protestation, dont 49 anarchiques puis du gouvernorat de Sfax (40 mouvements de protestation dont 31 étaient des actions anarchiques) et du gouvernorat de Tunis (35 mouvements dont 33 anarchiques), El Kef (34 mouvements dont 32 anarchiques) et Kasserine où 32 mouvements de protestation étaient pour la plupart anarchiques.



Au niveau régional, les régions de l'Ouest sont toujours les plus actives en termes de protestation, le Sud-Ouest étant le premier avec 116 mouvements de protestation, suivi du Centre-Ouest avec 103 mouvements de protestation.

397 mouvements			
Nord-Est	56	Nord-Ouest	45
Centre-Est	45	Centre-Ouest	103
Sud-Est	32	Sud-Ouest	116

Par ailleurs les blocages de routes, les sit-ins et l'organisation de rassemblements protestataires ont été les formes les plus importantes de protestation que les manifestants ont utilisé.



Les espaces de protestation	
Routes	28 %
Bâtiments publics	18 %
Sièges administratifs	16 %
Sièges des Délégations	12 %
Sièges des ministères	10 %
Médias	9 %
Espaces de travail	8 %
Siège du gouvernorat	4 %

La migration non-réglementaire durant le mois d'Aout 2020 :

Les flux de migration non-réglementaire se sont poursuivis au cours du mois d'Août malgré les mesures de sécurité strictes sur les zones côtières par terre et par mer puisque 2 235 migrants tunisiens ont atteint la côte italienne au cours du mois d'Août 2020 contre 445 au cours du mois de Juillet de cette même année. En comparaison avec les années 2018 et 2019, la hausse est continue et record.

Comparatifs des données des mois d'Aout – 2018 2020 – 2019

	2018	2019	2020
Les arrivants sur les côtes italiennes	625	489	2235
Les opérations d'interception	39	28	191
Les arrivants interceptés	422	515	1621

Les flux de migration non-réglementaire se sont poursuivis durant le mois d'Août 2020, remettant en cause toutes les formes de mesures de sécurité prises pour prouver que les seules approches sécuritaires ne constituent pas la solution la plus efficace puisque 7890 migrants non-réglementaires tunisiens sont arrivés sur la côte italienne contre 1347 au cours de la même période en 2019 et 3351 en 2018.

Comparatif des données de la période allant du 1^{er} Janvier au 31 Août 2020

	2018	2019	2020
Les arrivants sur les côtes italiennes	3351	1347	7890
Les opérations d'interception	265	157	672
Les arrivants interceptés	3534	2338	8516

La Garde Maritime a intensifié ses efforts en raison des pressions exercées à l'intérieur et à l'extérieur, elle a enregistré des chiffres qui n'ont pas été enregistrés précédemment, elle a contrecarré, en 8 mois, 672 opérations de franchissement et empêché 8 516 migrants de traverser.

Les arrivants sur les côtes italiennes par mois en 2020

Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Aout	Total
68	26	60	37	498	821	4145	2235	7890

Le mois de Juillet 2020 a représenté le pic des flux migratoires non seulement cette année mais depuis 2011.

Malgré la baisse au cours du mois d'Août, le nombre des migrants continue d'être le plus important enregistré depuis des années et la chronologie prouve que les flux migratoires ont progressivement augmenté depuis le début du confinement total.

La période de confinement et les craintes qui l'accompagnaient quant aux conséquences économiques et sociales a représenté une période appropriée de début de mise en place et de planification du projet de migration pour de nombreux groupes.

Répartition des arrivants en Italie pour la période comprise entre le 1er janvier et le 31 août

Masculin	Féminin	Mineurs accompagnés	Mineurs non accompagnés	Total
6710	209	255	716	7890
85%	2.5%	3.2%	9%	

La migration des mineurs :

Les données sur le décrochage scolaire et son hémorragie continue se sont répétées à maintes reprises et le rôle des institutions éducatives telles que les écoles et les institutions concernées par la protection de l'enfance a régressé de sorte que des milliers d'enfants se retrouvent confrontés à une société chargée de déception, de disparité et d'exclusion. Une société de réseaux, de commerce informel, de violence, de criminalité et de trafic de migrants qui seront les premiers acteurs à chercher à attirer ces groupes d'enfants.

Le rôle de la famille :

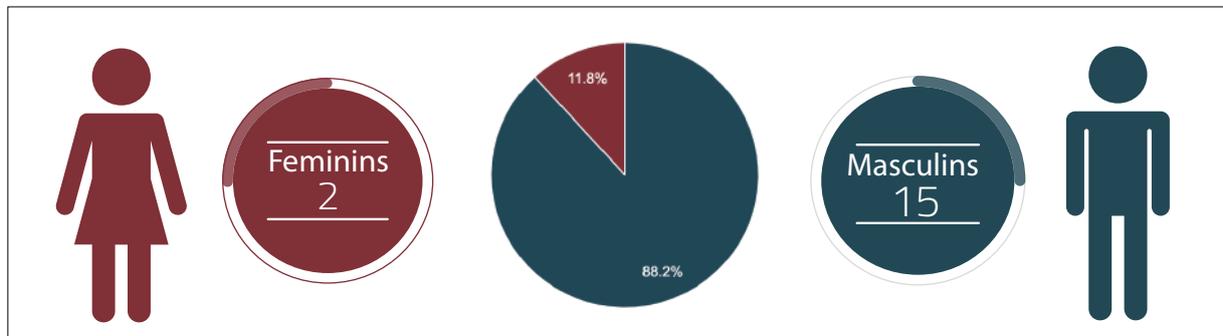
la famille dont le devoir est de garantir les besoins de base et de s'occuper des enfants en supportant leurs dépenses et leurs besoins et en rationalisant leurs décisions, a été touchée par la crise économique et sociale et se trouve dans l'incapacité de garantir l'éducation de ses enfants avec les dépenses supplémentaires que ce jour-là nécessite et d'assurer les soins de santé, les besoins de base ainsi que les loisirs...

Face au déclin du rôle de la famille, à la précarité de la situation économique dans laquelle elle vit, qui s'intensifie de jour en jour et en raison de l'incertitude de l'avenir, la résistance de la famille à l'idée de migration non-réglementaire de ses enfants s'est progressivement effondrée. Ces familles se retrouvent, donc, sous les contraintes économiques et sociales et sous la pression de leurs enfants, impliquées dans le projet d'immigration non-réglementaire et dans de nombreux cas s'embarquent dans le voyage lui-même.

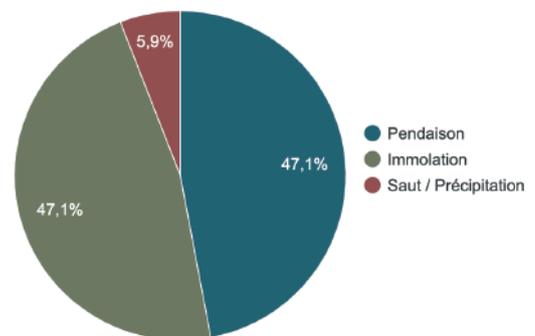
Le nombre de familles ayant participé à l'ensemble du processus de migration non-réglementaires peut être estimé entre 110 et 150 familles.

Les suicides et tentatives de suicides durant Aout 2020

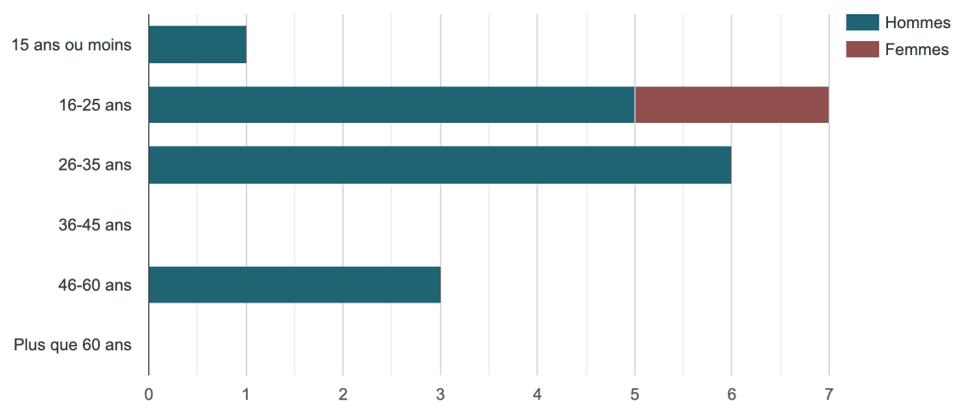
Le gouvernorat de Kairouan revient au sommet en termes de nombre de cas de suicide et de tentative de suicide au cours du mois d'août 2020, avec 8 cas sur un total de 17 actes relevés tout au long du mois.



De tous ces cas de suicide et de tentative de suicide, 47% ont été par immolation, 47% ont été par pendaison tandis que les suicides et tentatives de suicide par saut ou précipitation étaient à hauteur de 5,9%.



La tranche d'âge 16-35 ans était celle qui a enregistré la majorité des cas relevés avec 76%. Un cas de suicide par pendaison d'un enfant de 11 ans a été relevé à El-Haouaria dans le gouvernorat de Nabeul.



	15 ans ou moins	16-25 ans	26-35 ans	36-45 ans	46-60 ans	Plus que 60 ans
Hommes	1	5	6	0	3	0
Femmes	0	2	0	0	0	0
TOTAL	1	7	6	0	3	0

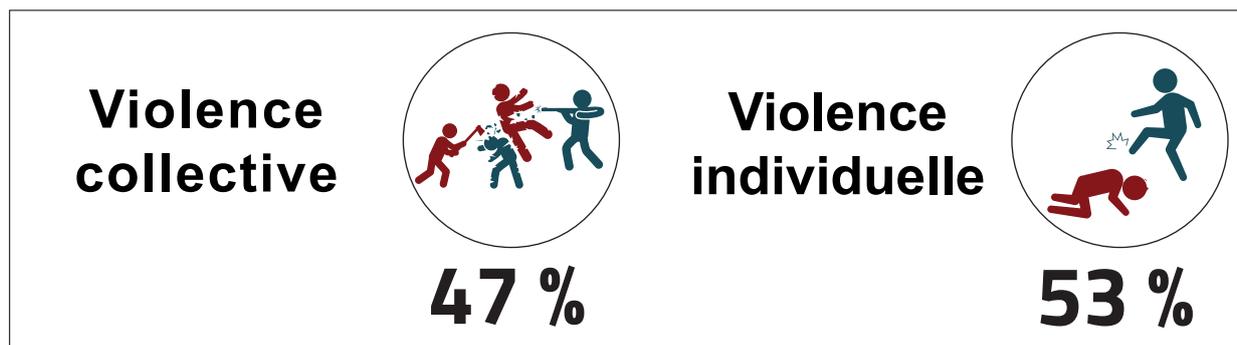
17 suicides			
L'Ariana	0	Ben Arous	0
Bizerte	0	Tunis	0
Zaghouan	2	La Manouba	0
Nabeul	2	Béja	0
Jendouba	2	Siliana	0
Le Kef	0	Sousse	1
Sfax	0	Monastir	0
Mahdia	0	Sidi Bouzid	1
Kasserine	0	Kairouan	8
Tataouine	0	Gabès	0
Medenine	0	Tozeur	1
Kebili	0	Gafsa	0



Le contexte économique et social a été l'un des facteurs affectant l'environnement des victimes, comme dans le cas du jeune homme de vingt ans qui s'est immolé et est décédé suite à ses brûlures au troisième degré à Serja dans la délégation de Hajeb El-Ayoun. Ce jeune homme a été la victime de privation et marginalisation qui ont motivé son suicide car il avait soumis une demande de d'emploi dans l'une des usines spécialisées dans la mise en bouteille d'eau minérale à Serja mais sa demande a été rejetée.

Rapport de violence pour Aout 2020

La violence en Août a été de 53% sous forme individuelle tandis que la violence collective en représentait 47% et comme les mois précédents, le genre masculin monopolisait 86% du volume de violence dont le mois a été le théâtre. Quant aux femmes, elles étaient responsables de 8% et le reste revêtait une forme mixte d'agresseurs.



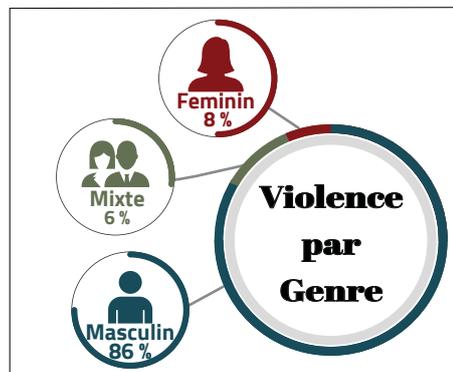
Diverses organisations internationales et études sociologiques ont mis en garde contre le danger des répercussions économiques de la pandémie du virus COVID 19 et ce qu'elle peut laisser derrière elle en termes de violence domestique, sociale, criminelle et surtout économique. Ensemble, ils ont confirmé que les enfants seront la frange la plus touchée par ces répercussions.

Outre le fait que l'enfant a vécu tout au long de la période de confinement et de couvre-feu, sous l'impact de certaines restrictions imposées aux déplacements en raison de l'émergence du virus Corona, le suivi quotidien des organisations de la société civile et des structures officielles de l'État a prouvé qu'il était l'un des acteurs les plus exposés à l'exploitation, aux abus et à la violence domestique.

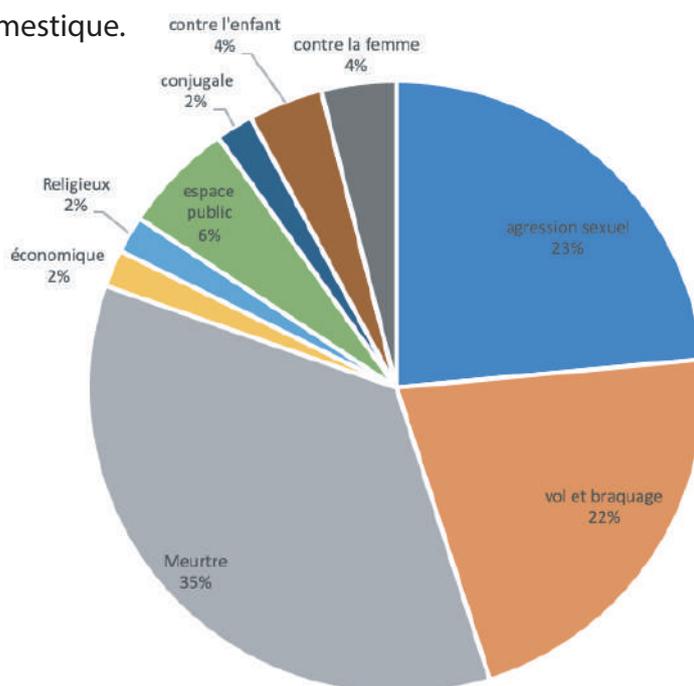
La fermeture des écoles a mis les enfants appartenant à des groupes sociaux précaires dans une position encore plus vulnérable et a poussé une grande partie d'entre eux à rejoindre le marché du travail, ce qui aura un impact sur leur retour à l'école.

Aujourd'hui, face à la crise économique et sociale laissée par le virus Corona et à la difficulté des milliers de familles à protéger leurs moyens d'existence et leurs sources de revenus, l'enfant se trouve confronté à un nouveau problème qui est sa capacité à accéder à l'éducation et à pourvoir à ses fournitures scolaires pour la rentrée à l'école.

Un problème qui est susceptible d'avoir un impact significatif sur le taux de décrochage, dépassant les chiffres énoncés annuellement (100000 élèves déscolarisés) et qui représentent un contexte qui encourage l'exploitation économique, l'abus sexuels et de violence domestique des enfants.

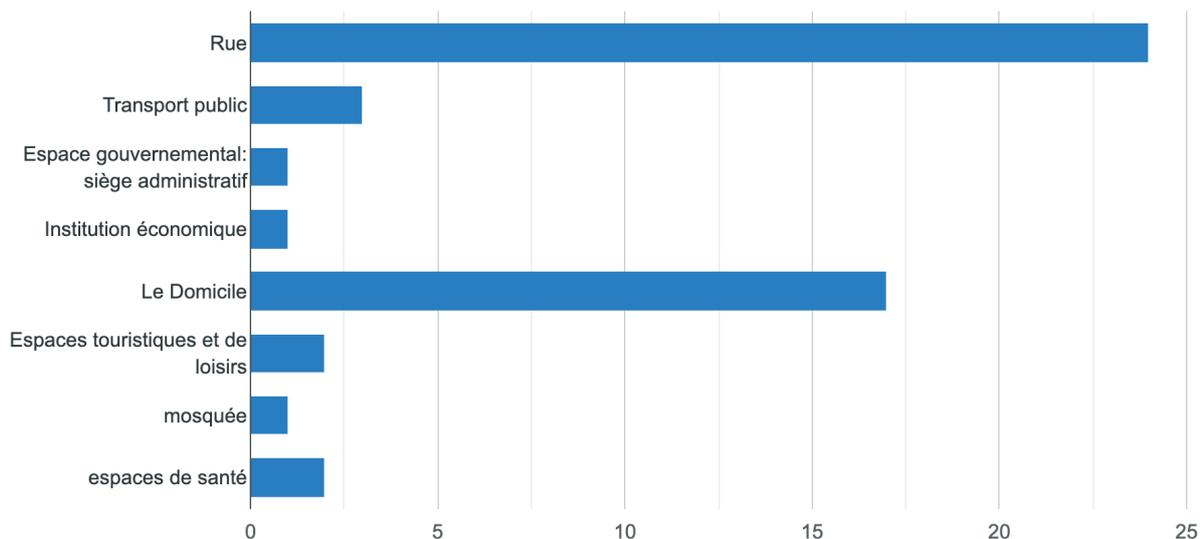


À titre de référence, des études menées par l'UNICEF à la suite de l'épidémie du virus « Ebola » en Afrique de l'Ouest entre les années 2014 et 2016 indiquent qu'il y a eu une augmentation des taux de travail des enfants et d'exploitation sexuelle et dans la plupart des pays, deux enfants sur 3 sont victimes de violence domestique.



Dans le même contexte et sur la base de l'observation et de la veille de de l'Observatoire Social Tunisien au Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux, on peut dire que la période récente et plus précisément le mois d'Août 2020 a connu l'émergence d'une manifestation qualitative des répercussions de la crise économique de la pandémie de Corona à travers l'exacerbation du phénomène du travail des enfants et les taux élevés de violence à l'encontre des enfants qui a atteint selon L'Observatoire Social Tunisien le taux de 4% de l'ensemble des violences observées.

Au cours de ce même mois, le niveau des violences, notamment criminelles comme les braquages a représenté près d'un quart des violences observées, notant que les violences criminelles ont occupé le premier rang des types de violences enregistrées au cours du mois d'Août 2020.



Par ailleurs, les différents autres types de violence comme sociale, relationnelle et meurtrière ont représenté 41%. De plus les violences institutionnelles ont été de 22% et les violences sexuelles ont représenté 24% de la violence totale enregistrée. La violence contre les femmes a été de 4% et la violence économique à hauteur de 3%.

Les espaces qui ont connu des manifestations violentes étaient variées et l'espace public était le plus important et réparti entre la voie publique et les transports en commun, suivi de l'espace familial, des espaces administratifs (les services du ministère de la Santé, les municipalités, les sièges des gouvernorats et les institutions publiques régionales ...). Les espaces religieux comme les mosquées ont également été témoins d'incidents de violence durant ce mois d'août.

Le gouvernorat de Kairouan est revenu au premier rang des régions qui vivent sur l'impact d'incidents violents au cours du mois d'août 2020 puisqu'il a enregistré à lui seul 18% du total des incidents violents, suivi du gouvernorat de Nabeul qui a connu 14% des violences puis de Monastir, 12%, et des gouvernorats de Sousse et de Tunis avec 10%.

L'Ariana	2%	Ben Arous	0%
Bizerte	6%	Tunis	10%
Zaghouan	2%	La Manouba	0%
Nabeul	14%	Béja	0%
Jendouba	0%	Siliana	0%
Le Kef	6%	Sousse	10%
Sfax	2%	Monastir	12%
Mahdia	2%	Sidi Bouzid	0%
Kasserine	6%	Kairouan	18%
Tataouine	6%	Gabès	0%
Medenine	0%	Tozeur	0%
Kebili	4%	Gafsa	2%



Conclusion

La régression du nombre de manifestations au cours du mois d'Août 2020 ne signifie pas forcément que la flamme des protestations et des mouvements sociaux pourrait s'éteindre dans les mois à venir. Au contraire, le mois d'Août a été la trêve générale qui précède une tempête de manifestations basée sur un indicateur de premier plan, à savoir le report de la plupart des mouvements de protestation de leur escalade en attendant le nouveau gouvernement. Nous mentionnons, à titre non exhaustif, le sit-in des doctorants au ministère de l'Enseignement Supérieur, le sit-in « Khadamni » à Gafsa, le sit-in des jeunes de Kasserine au siège du ministère de l'Emploi et le sit-in du Kamour, d'autres sit-in en cours dans plusieurs régions pour l'emploi et le développement et le mouvement « Jendouba veut un vrai développement » qui reviendra début Septembre.

Tous ces indicateurs placent le nouveau gouvernement devant un automne et aussi un hiver chauds à moins qu'il n'améliore le diagnostic et la lecture de la situation sociale et économique et qu'il ait une vision urgente et stratégique sur les moyens de répondre à toutes ces demandes, qui sont le résultat de la crise économique et sociale que traverse le pays depuis 9 ans en raison du maintien des mêmes politiques d'échec et d'un modèle de développement incapable de créer des emplois, ainsi que des complications que la crise COVID a ajouté y compris la recrudescence des licenciements et l'état de paralysie économique que traverse le pays.

En l'absence d'une politique nationale de migration et si les mêmes politiques économiques et les mêmes voies politiques fondées sur la lutte pour les positions, les intérêts et les pouvoirs qui ont prouvé leur coût social élevé persistent, la situation s'intensifiera et la dynamique des protestations s'intensifiera du fait de l'implication de plus de jeunes et de tous les franges de la société dans les projets de migration non-réglementaire en nombres pas aussi importants que Juillet et Août mais seront élevés et seuls les facteurs climatiques les limiteront.

Nouvelle méthodologie de calcul scientifique :

À partir du mois de Mars, l'Observatoire Social Tunisien du Forum tunisien des droits économiques a adopté une nouvelle méthodologie de calcul scientifique dont voici les bases :

Définitions :

Mouvements instantanés: caractérisés par la surprise et la vitesse de mouvement résultant de la colère de la foule et de la gronde qu'elle génère mais sont limités dans le temps et l'espace. Ce type de mouvement cherche à mobiliser l'attention et la mobilisation sociale et se caractérise par leur nature pacifique, Cependant, ces mouvements varient dans les paramètres de développement de la protestation, y compris le recours à la violence.

Mouvements planifiés : mouvements qui étaient essentiellement instantanés mais qui ont évolué et développé des mécanismes d'action dans le temps et l'espace et ont pu acquérir la capacité d'organisation et de préparation d'une et chercher à développer des contre-mobilisation mais restent essentiellement pacifiques.

Ils se distinguent par leurs moyens organisationnels et leur capacité à assurer son action continue et la mobilisation pour les mêmes raisons.

Mouvements anarchiques (violents) : ce sont des mouvements qui font de la contre-violence l'un de leurs mécanismes d'action et sont souvent des réactions directes employant tous les moyens pour la confrontation et l'atteinte de leurs objectifs mais ils manquent souvent d'éléments d'organisation, de programme et de moyens clairs.

La méthodologie de Calcul :

L'unicité d'un mouvement est définie par un mode d'action, un lieu et une journée.

Une protestation se déroulant dans plusieurs lieux sera comptabilisée comme étant plusieurs mouvements.

Un mouvement ayant lieu sur plusieurs jours sera comptabilisé chaque jour.

Une protestation utilisant différentes modes d'action sera comptabilisée une fois pour chaque action.

Méthodologie de veille de la migration irrégulière

- Les opérations d'interception : la veille repose sur les rapports du Ministère de l'Intérieur et les déclarations du porte-parole de la Garde Nationale dans les divers médias. Dans la plupart des cas, ils n'incluent pas de données détaillées (genre, tranches d'âge, pays d'origine des migrants ...)

- Les arrivées sur les côtes européennes : Plusieurs structures émettent des données numériques sur les arrivées en Europe, comme le Haut-Commissariat pour les réfugiés, l'Organisation Internationale pour les migrations, les Ministères de l'Intérieur des pays européens et l'Agence Européenne de Surveillance des côtes.

Les chiffres présentés restent approximatifs et nécessitent une mise à jour continue selon les données publiées par les structures officielles et civiles qui peuvent être édités dans des rapports ultérieurs mais qui fournissent une lecture de l'évolution et du changement de la dynamique de la migration non-règlementaire.

- Les chiffres invisibles : ce sont le nombre de migrants qui atteignent les côtes européennes sans passer par les autorités locales ou les structures internationales et ne se retrouve pas dans un recensement. Ce sont des chiffres importants et qui diffèrent selon les tactiques des réseaux des passeurs de migrants. Il comprend également des opérations de départ depuis les côtes tunisiennes qui réussissent à échapper au contrôle sécuritaire strict ou celles dont le passage est intercepté sans émettre de rapports ou sans les annoncer.